

Journal du Yémen

N° 12 du 29.01 au 22.02.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_yemenites.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Mekioussa Chekir : Le Yémen sur la voie de la Tunisie ?

Paroles & action du président

Les habiles manœuvres de Saleh.

2 Politique

3 Vidéo

3-1 Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas...

4 Dossier

4-1 Marc Delteil : Après la Tunisie et l'Egypte, le Yémen prochain sur la liste ?

4-2 Chris Marsden : Des protestations anti-gouvernement éclatent ...

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

5-1 Des milliers de manifestants réclament le départ du président Saleh.

5-2 Jeudi, "la journée de la colère" des Yéménites.

5-3 Sit-in à Sanaa pour réclamer la chute du régime.

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

6-1 Le vent de la contestation gagne le Yémen et la Jordanie.

6-2 Obama, Moubarak et le Yémen.

Tiré à part :

Mekioussa Chekir : Le Yémen sur la voie de la Tunisie ?

La «révolution du Jasmin» n'en finit pas de faire des émules dans le monde arabe : après l'Egypte qui connaît en ce moment un tournant décisif, c'est au tour des Yéménites de vouloir écrire leur histoire en revendiquant non seulement l'amélioration de leurs conditions socio-économiques mais une véritable rupture avec le système en place, incarné en la personne de leur président en exercice depuis 32 ans, Ali Abdallah Saleh. Des milliers de personnes ont ainsi manifesté, jeudi dernier, à Sanaa, la capitale, à l'appel de l'opposition pour exprimer leur volonté d'en découdre avec l'actuel régime, ont constaté des correspondants de l'AFP sur place. Le président tunisien «est parti après 20 ans, 30 ans au Yémen, ça suffit !» ; «non au renouvellement du mandat, non à la transmission héréditaire du pouvoir» ; «L'heure du changement a sonné !», scandaient les contestataires en référence au mouvement populaire sans précédent en Tunisie qui a fait partir, sur la pointe des pieds, le président

Zine El Abidine Ben Ali.

L'opposition s'organise

Les manifestants yéménites s'étaient rassemblés à l'appel de la «Rencontre commune», une coalition de l'opposition qui a organisé quatre manifestations distinctes dans la capitale yéménite pour «disperser les forces de police», selon l'un des organisateurs.

La police n'est pas intervenue contre les manifestants mais le Congrès populaire général (CPG), parti au pouvoir) a organisé quatre meetings qui ont rassemblé des milliers de personnes dans la capitale pour faire contrepoids aux manifestations de l'opposition, selon la même source. Pour empêcher l'étendue de la manifestation, le ministre de l'Intérieur yéménite, Mtahar Rachad El Misri, avait affirmé jeudi que «l'Etat ne tolérera pas l'anarchie et les atteintes à la sécurité nationale... Le Yémen ne ressemble pas à la Tunisie», a-t-il déclaré à l'AFP, affirmant que le Yémen «est un pays démocratique» et que les manifestations sont pacifiques. Au moins cinq personnes ont été blessées et des dizaines d'autres arrêtées, mercredi, à Shabwa, Nord du Yémen, par les forces armées qui ont tenté de disperser les centaines de manifestants qui revendiquant des réformes sociales et économiques, a indiqué un conseiller local. Au pouvoir depuis 1978, M. Saleh a été élu pour la première fois en 1999 au suffrage universel direct pour un mandat de sept ans. Il a été réélu pour la deuxième fois en 2006 pour un mandat qui arrive à expiration en 2013.

La Constitution en débat

Un projet d'amendement de la Constitution, en discussion au Parlement malgré le refus de l'opposition, pourrait ouvrir la voie à une présidence à vie pour l'actuel chef de l'Etat. Ali Abdallah Saleh préside aux destinées d'un des pays arabes les plus pauvres et l'unique république de la péninsule arabique. L'opposition accuse en outre le président Saleh, 68 ans, de vouloir transmettre la présidence à son fils aîné Ahmad, chef de la garde républicaine, unité d'élite de l'armée, à l'image de ce qui se passe en Egypte. Mais le chef de l'Etat s'en est défendu, dans un discours télévisé dimanche soir : «Nous sommes une république, et je suis contre la transmission du pouvoir», a-t-il déclaré. Les manifestations de jeudi s'inscrivent dans le cadre d'un programme de protestations de l'opposition, à l'approche des élections législatives prévues le 27 avril. Le CPG et les partis de l'opposition avaient décidé d'engager le dialogue pour faire évoluer le Yémen vers un régime parlementaire avant ces élections, rappelle l'AFP. Outre l'imposante manifestation de jeudi dernier, les Yéménites étaient déjà sortis dans la rue, les jours précédents, pour dénoncer leur mal-vivre et le phénomène de l'immolation n'a pas épargné les plus désespérés d'entre eux. Mercredi, le pays avait connu son quatrième cas, dont un décès, lorsqu'une jeune fille de 28 ans a tenté de mettre fin à ses jours par ce violent moyen à Aden, dans le Sud. Le gouvernement avait annoncé, la semaine dernière, une augmentation des salaires, une mesure destinée à apaiser la tension sociale.

La scission menace

A noter que le vent de contestation qui gagne le Yémen survient sur fond d'appel au retour à la scission du pays. Première réaction de l'étranger, celle venue des Etats-Unis qui ont déclaré «soutenir le droit des Yéménites à s'exprimer et à se rassembler librement».

Dans une déclaration faite au moment des manifestations, le département d'Etat a déclaré par la voix de son porte-parole, Philip Crowley : «Nous coopérons de façon importante avec le Yémen contre le terrorisme. Mais une partie de la solution à l'extrémisme violent tient dans les réformes économiques et politiques. Une dynamique est à l'œuvre dans la région.» Tout en relevant les différences entre les pays, ce dernier a réitéré son appel aux gouvernements arabes en vue de «trouver les moyens de répondre» à l'attente des manifestants. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton avait été, le 11 janvier, la première chef de la diplomatie de son pays à se rendre au Yémen en 20 ans, dans le but déclaré d'aider ce pays à faire face à El Qaïda par des réformes politiques et sociales

[Source : La Tribune](#)

[29 janvier](#)

<http://www.latribune-online.com/...>

Paroles & action du président

Les habiles manœuvres de Saleh.

Le chef de l'Etat fait des promesses et joue sur la peur.

Il faut reconnaître au président Ali Abdallah Saleh un extraordinaire savoir-faire : celui de la survie. Cela lui a permis de se maintenir au pouvoir pendant trente-deux ans, triomphant de multiples complots, survivant à la chute de Saddam Hussein (dont il était l'allié), à la sécession du Sud en 1994 qu'il a repris par la force, changeant d'alliance au besoin, les Frères musulmans hier, Washington aujourd'hui. Ce savoir-faire, il l'a montré à nouveau, hier, en promettant de quitter le pouvoir à la fin de son mandat, en 2013. Il avait déjà fait la même promesse en 2006, puis était revenu sur sa décision. On peut s'attendre dès lors à ce qu'il répète l'opération. Pareil pour sa succession : il a aussi promis que le pouvoir ne passerait pas entre les mains de son fils, mais là encore les observateurs restent sceptiques.

Même si le Yémen connaît aussi des manifestations depuis la semaine dernière, le climat à Sanaa est encore loin d'être pré-insurrectionnel. Quelque 16 000 personnes sont descendues dans la rue, ce qui ne représente qu'une mince fraction de la population de la ville. De plus, on prête l'intention au président Saleh de faire occuper la place où doivent se dérouler les manifestations par les hommes de sa tribu, qui y planteront leurs tentes. Tactiquement, il semble avoir réussi sa manœuvre. C'est vrai que le personnage est madré : il a promis de rouvrir le registre des votes, une demande de l'opposition qui assure qu'un million et demi de personnes ont été exclues du scrutin. Cela lui permettra de se faire bien voir, tout en retardant les élections législatives d'avril, un scrutin qu'il n'a aucune intention de laisser se tenir dans le climat actuel. Les observateurs

prêtent également une qualité au président Saleh, que bien des dirigeants arabes pourraient lui envier : il connaît très bien son pays.

Totalement désastreuse, la situation économique et financière du Yémen - près de la moitié des 23 millions d'habitants vivent avec 2 dollars par jour ou moins - joue évidemment contre lui. «*Mais, souligne une source diplomatique, le paysage politique de l'opposition est relativement divisé - c'est surtout un rassemblement d'opportunistes -, et il n'y a parmi elle aucun personnage charismatique.*»

Ce qui peut également conforter Ali Abdallah Saleh, c'est la tournure prise par les événements en Egypte, qui risque de provoquer au Yémen une «*peur de la confrontation*». Déjà, la situation sécuritaire est difficile. Le régime doit faire face à un mouvement séparatiste extrêmement violent dans le sud du pays et négocie une trêve fragile avec une guérilla chiite dans le nord. S'ajoute la menace représentée par Al-Qaeda, ce qui lui vaut un soutien de Washington, où Saleh doit se rendre ce mois-ci. Le Président pourra alors faire valoir qu'il a joué l'ouverture démocratique et, le Yémen étant un partenaire stratégique des Etats-Unis, en tirer de nouveaux bénéfices.

<http://www.liberation.fr/monde/01012317668-au-yemen-les-habiles-man-uvres-de-saleh>

1 Yémen - Au jour le jour

4/2

Trois personnes ont été blessées, dont l'une grièvement, dans le sud-est du Yémen lorsque la police a tiré à balles réelles et aux gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de militants séparatistes.

AP

17-02

Un officier des services de renseignement a été tué par balles mercredi dans la province du Hadramout dans le sud du Yémen, selon un responsable local.

Des inconnus ont ouvert le feu sur la voiture du colonel Mohamed al-Ezzi, numéro deux des services de renseignement dans la ville d'al Chohr (sud-est) alors qu'il passait dans le centre de la localité, le tuant sur le coup, a précisé ce responsable qui a requis l'anonymat.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=21&frid=21&eid=3051>

18-02

La police a ouvert le feu samedi contre les manifestants qui défilait, par milliers, dans les rues de la capitale Sanaa pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh. Selon un responsable médical qui a requis l'anonymat, un homme a été tué d'une balle dans le cou et cinq autres ont été blessés.

Les manifestants avaient défilé de l'Université au ministère de la Justice, en scandant "le peuple veut la chute du régime". Des policiers des unités anti-émeutes, appuyés par des éléments en civil, ont ensuite attaqué les manifestants.

A Aden, des habitants ont déclaré que les forces de sécurité, après 10 jours de manifestations, ont déserté les rues de la ville portuaire. Des groupes d'hommes ont attaqué, pillé et brûlé des bâtiments officiels, sans intervention de la police ou de l'armée, selon des témoins.

2 Politique

a) Yemen

Ali Abdallah Saleh

Le président renonce à briguer un nouveau mandat

Le président yéménite Ali Abdoullah Saleh, au pouvoir depuis plus de 30 ans, a promis ce mercredi de ne pas briguer un nouveau mandat, l'actuel expirant en 2013, et de ne pas transmettre le pouvoir à son fils, rapportent les médias occidentaux. "Aucune prolongation, aucune succession, aucune manipulation avec les mandats", a déclaré le président, intervenant au parlement à la veille de manifestations d'envergure contre le régime actuel prévues par l'opposition pour jeudi.

Il a également annoncé le gel d'un amendement constitutionnel qui lui permettrait de briguer un nouveau mandat et un report des élections législatives prévues initialement pour avril dont la tenue en l'absence des réformes politiques était contestée par l'opposition.

02/02

<http://fr.rian.ru/>

04-02

Le président Saleh a également appelé à la formation d'un "gouvernement d'union nationale".

Au pouvoir depuis 1978, le chef de l'Etat a été élu pour la première fois en 1999 au suffrage universel direct pour un mandat de sept ans. Il a été réélu pour la deuxième fois en 2006 pour un mandat qui arrive à expiration en 2013.

http://www.challenges.fr/actualites/monde/20110202.CHA2770/yemen_le_president_renonce_a_un_nouveau_mandat.html

2a-1 Sur le terrain

04-02

Les protestations du peuple ont obligé le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, à annoncer qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat.

Une "Journée de la colère" est prévue jeudi, à l'appel de l'opposition. "Je suis contre un renouvellement de mon le chef de l'Etat lors d'un discours devant le Parlement, précisant qu'il demandait "le gel des amendements constitutionnels dans l'intérêt national".

http://www.challenges.fr/actualites/monde/20110202.CHA2770/yemen_le_president_renonce_a_un_nouveau_mandat.html

2a-3 Les grandes manœuvres

04-02

Les députés devaient examiner le 1er mars une révision constitutionnelle susceptible d'ouvrir la voie à une élection à vie du président, mais l'opposition le soupçonne également de vouloir installer son fils aîné, un militaire, au pouvoir.

http://www.challenges.fr/actualites/monde/20110202.CHA2770/yemen_le_president_renonce_a_un_nouveau_mandat.html

16/02/2

Les juges ont organisé des manifestations et ont critiqué Ali Abdallah Saleh, avant de réclamer l'indépendance de la justice, dans ce pays, et la non ingérence du gouvernement, dans les affaires juridiques et judiciaires. Les différentes villes yéménites, en s'inspirant des révolutions, tunisienne et égyptienne, étaient les scènes de manifestations pacifiques, contre le gouvernement, qui ont dégénéré en violences, avec l'intervention des forces de l'ordre et l'arrestation de nombre des protestataires.

<http://french.irib.ir>

2) Usa (le parrain)

Les grandes manœuvres d'Obama

Obama, Moubarak et le Yémen

nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information

Il y a une chose que les dépêches diplomatiques publiées par [WikiLeaks](#) montrait clairement: la valeur de la diplomatie américaine. La qualité des messages et la clairvoyance des analyses étaient les vraies révélations. Elles contrastaient avec les câbles de l'ambassadeur de France en Tunisie dont les analyses étaient affligeantes et qui n'avait jamais pris la peine de rencontrer un représentant de l'opposition.

Les événements en Egypte et au Yémen posent un problème autrement plus compliqué aux Etats-Unis et à [Barack Obama](#). L'Egypte, qui reçoit 1,5 milliards de dollars d'aide des Etats-Unis chaque année, est un élément essentiel du dispositif américain pour contrer l'Iran.

Et le Yémen, dirigé depuis plus de 30 ans par [Ali Abdullah Saleh](#), est devenu une des bases arrières d'Al Qaeda(...) , mais en même temps les Etats-Unis ont une liberté presque absolue de mener la guerre aux affiliés d'Al Qaeda dans le pays.

La question à 1 milliard de dollars pour Barack Obama est simple dans sa formulation, mais presque impossible à résoudre: Comment préserver sa sécurité avec ses impératifs moraux, tels qu'ils ont été en particulier définis lors du [discours du Caire du 4 juin 2009](#) ?

La politique de [Jimmy Carter](#) qui avait fait des droits de l'Homme la ligne conductrice de sa politique étrangère, s'est révélée être un désastre. La diplomatie ne peut pas osciller entre ces deux extrêmes du spectre, la politique de la canonnière ou la naïveté de la politique des droits de l'Homme aussi louable soit-elle. Comment contrer l'Iran, contenir AlQaeda et soutenir ceux qui ont le courage de s'opposer aux despotes qui s'accrochent au pouvoir depuis plus de trois décennies ?

L'idéal pour Barack Obama serait une transition "à la [Ferdinand Marcos](#)", lâché par [Ronald Reagan](#) quand les Etats-Unis ont considéré que son maintien au pouvoir après tant d'années, menaçait la stabilité de la région en donnant des armes aux extrémistes.

Vendredi, Obama a suggéré que les Etats-Unis pourraient revoir leur aide à l'Egypte si Moubarak continuait à utiliser l'armée contre les jeunes qui manifestent.

Les câbles de WikiLeaks ont révélé les efforts de la diplomatie américaine pour convaincre Moubarak de libérer les dissidents et d'entreprendre les réformes nécessaires. En vain. Au lieu de promettre à la 25è heures de grandes réformes, Moubarak ferait mieux de commencer par mettre fin au coupures des communications Internet et téléphoniques. Ce serait un premier geste.

George W. Bush et ses "neocons" croyaient dur comme fer que la chute de l'Iraq, le remplacement de Saddam Hussein par un régime démocratique entraîneraient, dans un vaste jeu de domino, une démocratisation de tout le Moyen Orient. La guerre d'Iraq s'est révélée un désastre total. L'onde de choc est finalement partie, mais de là où on ne l'attendait pas: d'un petit pays paisible. Elle risque d'être ressentie au delà de l'Egypte. Barack Obama doit décider maintenant de la politique qu'il entend mener et faire entendre sa voix clairement. Le monde musulman attend cela de lui.
<http://blog.lefigaro.fr/obamazoom/2011/01/obama-moubarak-et-le-yemen.html>

3 Vidéo

3-1 Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas...

Si on en croit cette vidéo piquée sur la télé du Sénat, le gibier en question ressemblerait fort au dahu, au yéti ou autre monstre du Loch Ness.

Vidéo dans laquelle un pont de la DGSE nous apprend tout tranquillement qu'Al Qaïda n'existe pas, eh oui. Comme quoi l'info distillée par les journaux et les télé est vraiment "fiable"...

Là on est entre gens sérieux, et c'est un professionnel du renseignement qui commente un rapport au Sénat, pas des délires de journalistes en mal de spectaculaire et de scoop.

<http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video3893.html>.

4 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

4-1 Marc Delteil : Après la Tunisie et l'Egypte, le Yémen prochain sur la liste ?

Au pouvoir depuis plus de trente ans à Sanaa, le président yéménite Ali Abdallah Saleh s'efforce de canaliser un mécontentement populaire croissant, craignant que son régime ne soit une des prochaines victimes de la vague qui a commencé à emporter les autocraties arabes.

Dans le sillage de la "révolution du jasmin" qui a eu raison le mois dernier du régime tunisien de Zine ben Ali au bout de 23 ans et du soulèvement populaire qui voue à la chute celui d'Hosni Moubarak au pouvoir depuis trente ans en Egypte, les opposants yéménites descendent eux aussi par milliers dans la rue.

"Je pense que le Yémen est le prochain sur la liste. Les manifestations s'y déroulent depuis plus longtemps et je crois que c'est le prochain pays qu'il faudra suivre de près", confie Theodore Karasik, expert en matière de sécurité au centre d'analyses INEGMA de Dubaï.

Au bord de la faillite, en proie à une insurrection djihadiste, à une rébellion chiite au nord et à une agitation séparatiste au sud, miné par une pauvreté criante, le pays semble se diriger droit dans le mur.

Si le Yémen, qui compte pratiquement plus d'armes que d'habitants, devait suivre le modèle de la Tunisie et de l'Egypte, le chaos qui pourrait en résulter affecterait les pétromonarchies de la région, notamment l'Arabie saoudite voisine.

L'opposition, encore mal organisée, a prévu jeudi un grand meeting à Sanaa qui permettra de jauger de sa force, même si ses organisateurs se concertent avec les autorités pour éviter qu'il ne dégénère en affrontements avec les forces de sécurité.

Le président Saleh, qui pressent la menace, a convoqué pour mercredi le parlement et la Choura (conseil tribal), devant lesquels il devrait prononcer un important discours politique sur la teneur duquel rien n'a filtré.

Le chef de l'Etat yéménite a d'ores et déjà donné des gages à l'opposition, qui n'exige pour le moment que des concessions modestes sans réclamer son départ. Il a accepté de limiter le nombre de mandats présidentiels et augmenté substantiellement les salaires des fonctionnaires et des militaires.

"QUELQUE CHOSE POUR CALMER LA RUE"

Mais s'il paraît en mesure de canaliser les groupes d'opposition regroupés dans une coordination, il aura plus de mal à dompter une jeunesse plus radicalisée sans connexion avec le système.

"Il est confronté à une jeunesse éduquée qui a accès à internet, à Facebook et à Twitter, et qui s'inspire des expériences des autres en Tunisie et en Egypte", note Ibrahim Charkieh, spécialiste du Yémen au Brookings Doha Centre.

"Saleh observe manifestement de très près ce qui se passe en Egypte", estime l'analyste Brian O'Neill, qui tient un blog sur la politique yéménite. "Soit Saleh choisira la répression des manifestations, soit il offrira des concessions en s'engageant à ne pas se représenter et à engager un processus d'ouverture."

En vertu de la Constitution, Saleh doit quitter le pouvoir au terme de son mandat, en 2013. Mais son parti a indigné l'opposition en laissant entendre l'an dernier qu'elle pourrait être modifiée pour lui permettre de se représenter sans limites.

Les opposants ont tenté, sans grand succès, en décembre dernier de mobiliser les foules contre cette perspective. Mais, au vu des événements en Tunisie, le parti de Saleh a de lui-même fait partiellement machine arrière.

Il propose maintenant de négocier la modification de la Constitution sur la question du mandat présidentiel et a reformulé une offre de gouvernement d'unité nationale où l'opposition détiendrait un tiers des portefeuilles.

Pour l'analyste yéménite Abdel Ghani al Iryani, Saleh doit aller beaucoup plus loin dans les concessions et ne disposerait que d'un délai de six mois pour éviter un véritable soulèvement populaire.

"Il faut quelque chose de plus pour calmer la rue. Je pense que si le parti au pouvoir ne propose pas quelque chose de bouleversant nous allons prendre la voie de l'Egypte, de façon plus lente mais plus meurtrière."

Saleh a survécu aux nombreuses révoltes au nord comme au sud et il ne faut pas sous-estimer son talent de manoeuvrier, notent toutefois certains analystes.

Reuters :

Marc Delteil pour le service français, édité par Henri-Pierre André

4-2 Chris Marsden : Des protestations anti-gouvernement éclatent ...

Au moins 16.000 et, selon certains rapports, beaucoup plus de personnes ont protesté au Yémen pour réclamer le départ d'Ali Abdullah Saleh, le président depuis plus de 30 ans.

Les manifestants se sont rassemblés à quatre endroits au moins de la capitale, Sanaa, dont l'université, en vue de déjouer la police et les services de sécurité. Les protestations ont aussi eu lieu ailleurs. Au moins 10.000 personnes ont participé aux protestations à l'université et 6.000 ailleurs dans la capitale.

Les manifestants ont scandé : « 30 ans au pouvoir ça suffit ! », ajoutant : « Parti au bout de 20 ans ! » en se référant à l'insurrection qui a renversé le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali.

D'autres revendications comprenaient « Non à l'extension [du mandat présidentiel] ! Non à l'héritage [de la présidence] ! » et « Assez de tergiversations, assez de corruption, assez du gouffre entre riches et pauvre. »

Une forte présence policière avait été mobilisée mais aucun heurt avec la police n'a été rapporté.

Une série de protestations plus petites avaient eu lieu auparavant, débouchant jeudi sur les manifestations de masse qui ont provoqué l'arrestation de l'activiste des droits de l'homme, Tawakul Karman. Cela avait déclenché de nouvelles protestations à Sanaa, et elle fut libérée lundi.

Saleh est à la tête d'un régime fortement haï. C'est un allié des Etats-Unis et il est au pouvoir depuis 33 ans. Il était devenu le dirigeant du Nord Yémen en 1978 et a dirigé la République du Yémen, créée par la fusion du Nord et du Sud, depuis 1990.

Il avait été réélu la dernière fois en 2006, pour un mandat de sept ans. Mais un projet d'amendement de la constitution débattu au parlement pourrait lui permettre de rester au pouvoir à vie. Il est aussi accusé de vouloir transmettre le pouvoir à son fils aîné Ahmed qui dirige la Garde présidentielle.

Dans un effort pour neutraliser l'opposition, Saleh a promis dimanche lors d'une allocution télévisée « Nous sommes une république. Nous sommes contre l'héritage » du pouvoir. Il a alors proposé des amendements constitutionnels prévoyant des limitations du mandat présidentiel à deux mandats de cinq ou de sept ans. Saleh a aussi promis d'augmenter de 47 dollars par mois les salaires pour l'armée et les fonctionnaires en vue d'acheter leur loyauté et de réduire de moitié les impôts. Il ordonne un contrôle des prix.

Ceci ne servira pas à grand chose ou à rien du tout pour apaiser l'opposition publique. Saleh est largement haï. Il règne sur l'un des Etats les plus pauvres du monde où près de la moitié de la population, qui compte 23 millions d'habitants, vit de moins de 2 dollars par jour. Un tiers des habitants souffre de faim chronique. Le taux d'analphabétisme est supérieur à 50 pour cent et le chômage touche au moins 35 pour cent de personnes. Plus des deux tiers de la population a moins de 24 ans.

Les réserves pétrolières et les recettes du pays sont en baisse et le pays souffre d'un grave manque d'eau.

Le gouvernement Saleh est très répressif et mène une guerre dans le Nord du pays contre les tribus chiites dissidentes qui a entraîné la mort de milliers de civils et en a déplacé plus de 130.000. Sa guerre est soutenue par l'Arabie saoudite qui l'a rejoint pour affirmer que l'Iran était derrière la révolte chiite.

Les Houthis sont des chiites musulmans mais une secte tout à fait différente des chiites d'Iran. Les chiites yéménites constituent environ 40 pour cent des 23 millions de citoyens du pays. La majorité de la population est sunnite.

Le gouvernement mène une autre campagne répressive contre un mouvement séparatiste armé dans le Sud où, jusqu'en 1990, un régime soutenu par Moscou a été au pouvoir. Pour s'assurer le soutien des Etats-Unis, Saleh s'est attribué le rôle d'un allié important de Washington dans la « guerre contre le terrorisme », en dirigeant ses efforts contre les éléments islamistes, ses alliés d'antan.

Il a été laissé libre cours aux Etats-Unis pour mener des opérations militaires au Yémen. L'armée et la CIA y lancent des attaques quotidiennes de drones et y organisent des escadrons de la mort.

L'importance stratégique du Yémen pour les Etats-Unis est déterminée par ses frontières avec l'Arabie saoudite, le premier exportateur mondial de pétrole, et le détroit de Bal el-Mandeb, par lequel passent tous les jours 3 millions de barils de pétrole du Moyen Orient.

Telle est l'hostilité publique aux opérations des Etats-Unis que Saleh a même été obligé de déclarer publiquement son opposition à l'intervention militaire étrangère et à refuser la permission de certaines frappes de missiles américains.

Quoique ceux qui étaient engagés dans les protestations aient été clairement inspirés par la « Révolution du Jasmin » tunisienne, les protestations du Yémen ont été elles, organisées, par opposition au soulèvement spontané d'Afrique du Nord. Son architecte a été une coalition oppositionnelle qui recherche le soutien des Etats-Unis pour son action, au même titre que l'est Saleh.

Les Etats-Unis ont clairement fait comprendre qu'ils étaient au moins disposés à ce qu'un certain rôle soit joué par les partis d'opposition. Au début du mois, lors d'une visite au Yémen la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a demandé instamment à Saleh d'entamer un dialogue avec l'opposition en disant que ceci aiderait à stabiliser le pays.

Le New York Times a souligné que lors de ce voyage, « un législateur yéménite » avait demandé à Clinton « comment les Etats-Unis pouvaient prêter un soutien au régime autoritaire de M. Saleh alors que son pays devenait de plus en plus un havre pour combattants. 'Nous soutenons un gouvernement inclusif,' a répondu Mme Clinton. 'Nous constatons que le Yémen traverse une période de transition.' »

Il y a toutes les raisons de supposer que les dirigeants oppositionnels yéménites sont tout aussi enhardis par cette déclaration de soutien de Washington qu'ils le sont par les événements en Tunisie.

Le ministre des Finances de Saleh, Jalal Yaqoub, s'est servi de l'agence Reuters pour lancer un appel à l'opposition à se comporter de manière responsable afin d'éviter un soulèvement révolutionnaire. « Je crois que le président Saleh reste le seul à pouvoir maintenir la stabilité de ce pays, » a-t-il dit. « Je crains que si la majorité des gens descend dans la rue ni nous ni l'opposition ne sera en mesure de contrôler la situation. Cela pourrait devenir horrible très vite... Je suis encore un peu optimiste et pense que les choses ne deviendront pas incontrôlables. Si c'était le cas, nous y perdons tous, tant le gouvernement que l'opposition, et le Yémen frôlera le chaos. »

Sous le titre, « Les protestations yéménites occasionneront-elles une autre révolution ? » le quotidien américain Christian Science Monitor a fait ce commentaire qu'« aucun des partis impliqués ne veut assister à des heurts au Yémen comme il y en eut en Tunisie et en Egypte, surtout pas le gouvernement des Etats-Unis qui a un grand intérêt à faire en sorte que le Yémen reste stable. »

Malheureusement pour Washington et ses alliés actuels et ceux en voie de le devenir, les tensions de classe qui se sont déchaînées au Yémen, en Tunisie et en Egypte ne peuvent pas être coupées à volonté. Un mouvement de masse déferle sur le Moyen Orient qui est une menace à la survie de tous les régimes répressifs et pro-occidentaux de la région.

(Article original paru le 28 janvier 2011)

Copyright 1998 - 2009 - World Socialist Web Site- Tous droits réservés

Publié le 5 février 2011 avec l'aimable autorisation du WSWS

Source : WSWS

<http://www.wsws.org/...>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Des milliers de manifestants réclament le départ du président Saleh.

Des milliers de Yéménites, inspirés par la Tunisie et l'Egypte, ont manifesté jeudi à Sanaa à l'appel de l'opposition pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

Le président tunisien « est parti après 20 ans, 30 ans au Yémen, ça suffit », scandaient les manifestants en référence au mouvement de contestation populaire sans précédent en Tunisie qui a chassé le président Zine El Abidine Ben Ali après 23 ans au pouvoir.

La « Révolution du Jasmin » en Tunisie a provoqué une onde de choc dans plusieurs pays arabes, notamment en Egypte, théâtre cette semaine de manifestations sans précédent contre le président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis trois décennies, qui ont fait six morts.

Mais le ministre yéménite de l'Intérieur, Motahar Rachad al-Masri, a exclu toute similitude avec la révolte tunisienne qui a conduit à la chute de Ben Ali le 14 janvier.

« Le Yémen ne ressemble pas à la Tunisie », a-t-il déclaré à l'AFP, affirmant que le Yémen « est un pays démocratique » et les manifestations sont pacifiques.

« Non au renouvellement du mandat, non à la transmission héréditaire du pouvoir », « l'heure du changement a sonné », répétaient les manifestants yéménites qui s'étaient rassemblés pendant deux heures à l'appel d'une coalition de partis de l'opposition parlementaire.

« Nous nous rassemblons aujourd'hui pour demander le départ du président Saleh et de son gouvernement corrompu », a lancé à l'adresse de la foule un député du parti islamiste Al-Islah, Abdelmalik al-Qasuss.

L'opposition a organisé quatre manifestations distinctes dans la capitale pour « disperser les forces de police », selon l'un des organisateurs.

Les forces anti-émeutes se tenaient à distance des manifestants, mais elles ont renforcé les mesures de sécurité autour du ministère de l'Intérieur et de la Banque centrale.

Le Congrès populaire général (CPG, parti au pouvoir), a organisé quatre contre-manifestations qui ont réuni des milliers de personnes dans la capitale.

« Ne faites pas tomber la démocratie et la Constitution », pouvait-on lire sur l'une des banderoles brandies par des manifestants pro-gouvernementaux.

Les manifestations se sont multipliées ces derniers jours au Yémen, un pays rongé par la pauvreté et le chômage.

Le gouvernement a annoncé cette semaine une augmentation des salaires, une mesure destinée à « prévenir des problèmes similaires à ceux de la Tunisie », selon l'analyste yéménite Mustapha Nasr, interrogé par l'AFP.

En outre, des milliers de partisans du Mouvement sudiste, un groupe séparatiste, ont manifesté dans plusieurs villes du Sud du Yémen, dont Daleh, Habilayn, Loder et Ezzan, scandant des slogans séparatistes. « Révolution, Révolution dans le Sud », « Plutôt mourir libres que d'accepter l'occupation », répétait la foule, selon des participants.

Au pouvoir depuis 1978, M. Saleh a été élu pour la première fois en 1999 au suffrage universel direct pour un mandat de sept ans. Il a été réélu pour la deuxième fois en 2006 pour un mandat qui arrive à expiration en 2013.

Un projet d'amendement de la Constitution, en discussion au Parlement malgré le refus de l'opposition, pourrait ouvrir la voie à une présidence à vie pour l'actuel chef de l'Etat.

L'opposition accuse en outre le président Saleh, 68 ans, de vouloir transmettre la présidence à son fils aîné Ahmad, chef de la garde républicaine, unité d'élite de l'armée.

Mais le chef de l'Etat s'est défendu dans un discours télévisé dimanche soir de vouloir transmettre le pouvoir à son fils. « Nous sommes une république, et je suis contre la transmission du pouvoir », a-t-il dit.

Les manifestations de jeudi s'inscrivent dans le cadre d'un programme de protestations de l'opposition, à l'approche des élections législatives prévues le 27 avril.

AFP

janvier 28th, 2011

<http://www.inversalis-productions.eu:80/blog/2011/01/yemen-des-milliers-de-manifestants-reclament-le-depart-du-president-saleh/>

5-2 Jeudi, "la journée de la colère" des Yéménites.

Après Tunisie et Egypte, c'est au tour de la poudrière du Yémen. L'opposition yéménite a annoncé, aujourd'hui, le jeudi 3 février, la journée de la colère, pour réclamer des réformes élargies et des changements d'ordre politique et pour enrayer les mesures unilatérales prises par le parti au pouvoir, visant à amender la Constitution. Cette journée de la colère au Yémen rappelle celle de l'Egypte et la révolution des jeunes tunisiens qui sont parvenus à renverser Ben Ali. Les partis d'opposition, formant la coalition "Forum commun" envisagent d'organiser la plus grande manifestation populaire qui serait un message ferme au président Ali Abdallah Saleh, pour qu'il mette en vigueur des réformes élargies dans l'ordre politique du pays et annule les amendements de la Constitution, que le parti au pouvoir avait effectués, ces derniers temps. Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a annoncé mercredi renoncer à briguer un nouveau mandat et fait des concessions à l'opposition, sous la pression de la rue influencée par les exemples tunisien et égyptien.

03/02

<http://french.irib.ir>

5-3 Sit-in à Sanaa pour réclamer la chute du régime.

Des milliers de personnes ont entamé lundi à Sanaa un sit-in pour exiger le départ du président Ali Abdallah Saleh, alors qu'un manifestant était tué par les forces de sécurité à Aden, portant à 12 le nombre de morts dans cette ville en moins d'une semaine.

Parallèlement, des dizaines de milliers de chiïtes ont participé lundi à Saada, dans le nord du pays, à une manifestation demandant la chute du régime.

"Des dizaines de milliers ont participé à une marche à Saada pour demander la chute du régime à l'appel du (chef de la rébellion zaidite) Abdel Malek al-Houthi et du Forum commun (l'opposition parlementaire)", a indiqué à l'AFP l'un des organisateurs.

Selon lui, les manifestants ont proclamé, durant la marche, leur soutien aux protestataires qui ne cessent d'appeler depuis le 16 février à la chute du régime, à Sanaa, à Aden et dans d'autres villes yéménites.

M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans dans ce pays pauvre de la péninsule arabique, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il ne partirait "que par les urnes".

Pour leur part, les ulémas du Yémen ont prohibé le recours à la force contre les manifestants, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion extraordinaire.

A Sanaa, les manifestants, des étudiants mais également des députés de l'opposition et des militants, se sont massés sur une place devant l'Université, foyer de la contestation dans la capitale, qu'ils ont rebaptisée "place Tahrir" (place de la Liberté), en référence au soulèvement en Egypte.

"Le peuple veut la chute du régime" et "le peuple veut le changement", proclamaient les banderoles brandies par les manifestants.

Ce sit-in intervient au lendemain de la décision de l'opposition parlementaire de se joindre au mouvement de contestation du régime, mené jusqu'à présent principalement par des étudiants.

Les forces de sécurité yéménites ont érigé des postes de contrôle aux accès de la place mais n'ont pas tenté de disperser les manifestants.

Les manifestations, qui se déroulent quotidiennement à Sanaa depuis une dizaine de jours, ont été violemment réprimées par des partisans du pouvoir armés de gourdins, de pierres et d'armes blanches.

Dimanche, pour la première fois, les étudiants sortant de l'Université pour manifester n'ont pas été inquiétés par les partisans du pouvoir, tenus à l'écart par la police.

A Aden en revanche, les forces de sécurité ont continué à tirer à balles réelles sur les manifestants, faisant un nouveau mort lundi à l'aube, selon des sources médicales.

Ce décès porte à douze le nombre de manifestants tués depuis le début le 16 février de manifestations quotidiennes tournant à l'émeute dans la principale ville du sud du Yémen, selon un bilan établi par l'AFP.

Des membres des forces de sécurité à bord de deux véhicules ont tiré en direction de jeunes rassemblés dans le quartier de Khor Maksar, dans une rue où des manifestants avaient placé des pneus enflammés pour couper la circulation, selon des témoins.

Cinq personnes ont été blessées et l'une d'elles a succombé à ses blessures, selon des sources hospitalières.

Dimanche soir, un manifestant avait été tué et un autre blessé lorsque la police avait tiré des gaz lacrymogènes et des balles pour disperser des centaines de manifestants rassemblés à Aden.

Dans le même temps, des milliers de jeunes ont poursuivi, pour la troisième journée consécutive, un sit-in sur une place du quartier de Mansoura, d'où était parti le mouvement de contestation le 16 février dans la ville, selon le correspondant de l'AFP.

Les manifestants retranchés sur la place al-Rouaychane réclament le départ du président Saleh, brandissant comme à Sanaa des banderoles affirmant "le peuple veut la chute du régime" et "Pars, Ali".

"On me demande de partir, mais je ne partirai que par les urnes", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse à Sanaa lundi.

Le président Saleh, qui dirige le Yémen depuis 1978, a promis le 2 février de mener des réformes et de ne pas briguer un nouveau mandat lors de la prochaine élection présidentielle prévue en 2013, sans parvenir à calmer la rue.

21-02

SANAA - Par AFP

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Le vent de la contestation gagne le Yémen et la Jordanie.

Rédaction internationale

Mercredi 2 février 2011

Après la Tunisie et l’Égypte, la contestation gagne le Yémen et la Jordanie. Pour ne pas subir le sort des dictatures de Tunis et du Caire, le président yéménite et le monarque hachémite tentent d’initier des réformes d’urgence.

Ainsi, le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, confronté à des protestations populaires, a convoqué le Parlement et le Conseil consultatif à une réunion aujourd’hui, à la veille d’une manifestation prévue par l’opposition, selon l’AFP, citant une source officielle. Le chef de l’Etat devrait s’exprimer au cours de cette réunion extraordinaire, a-t-on précisé de même source, sans donner d’information sur la teneur de son intervention. Des milliers de Yéménites, inspirés par la Tunisie et l’Égypte, avaient manifesté jeudi dernier à Sanaâ à l’appel de l’opposition pour réclamer le départ du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans. La réunion de la Chambre des députés et du Majlis al choura (Conseil consultatif) intervient alors qu’une «journée de colère» est prévue demain, toujours à l’appel de l’opposition. Le parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG), a également appelé ses partisans à des manifestations le jour même pour contrer l’opposition, selon une source du CPG.

Le Yémen est l’un des pays arabes les plus pauvres. Le président yéménite avait annoncé lundi dernier la création d’un fonds pour l’emploi des diplômés et l’extension de la couverture sociale à un demi-million de personnes, dans une tentative de calmer les revendications populaires. Dans le même temps, le parti au pouvoir a appelé dimanche les partis de l’opposition, réunis au sein du «Forum commun», à reprendre le dialogue au sujet des réformes politiques, interrompu depuis la décision des autorités d’organiser des élections législatives le 27 avril sans attendre le résultat de ce dialogue. Le chef du Forum commun, Mohamed Al Moutawakel, a cependant assuré qu’il «n’y aura pas de dialogue sans l’annulation des mesures prises unilatéralement par le parti au pouvoir», dans une référence à la décision de tenir les élections et au projet d’amendements constitutionnels. Les députés doivent examiner le 1er mars une révision constitutionnelle susceptible d’ouvrir la voie à une élection à vie du président, au pouvoir depuis 1978.

Au royaume hachémite, le Front de l’action islamique (FAI), principal parti d’opposition en Jordanie, a critiqué hier le choix de Maârouf Bakhit, chargé le même jour par le roi Abdallah II de former un nouveau gouvernement, estimant qu’il n’était «pas un réformateur» et promettant de poursuivre les manifestations. «Maârouf Bakhit a conduit les pires élections législatives en Jordanie» lors de son mandat de Premier ministre en 2007 et «il n’est pas un réformateur», a déclaré M. Zaki Bani Rshaid, membre du comité exécutif du FAI. «Il n’est pas l’homme pour diriger la période transitoire et pour sortir de la crise la Jordanie», a-t-il ajouté. «Il semble que le train des réformes n’est pas encore en marche. Nous sommes contre ce Premier ministre. Notre expérience passée n’est pas encourageante», a déclaré à l’AFP le secrétaire général du FAI, Hamzeh Mansour.

Les manifestations vont se poursuivre car «les raisons pour ces manifestations sont toujours valables», a-t-il ajouté. Le FAI et la confrérie des Frères musulmans devaient se réunir hier après-midi pour évaluer les «conséquences de cette décision». Néanmoins, les islamistes ont déjà annoncé un sit-in de protestation devant les bureaux du Premier ministre vendredi prochain après la prière. Le roi a demandé au nouveau Premier ministre, qui a déjà occupé ce poste de 2005 à 2007, «de prendre des mesures rapides et claires pour des réformes politiques réelles qui reflètent notre vision pour des réformes générales modernes soutenant notre action en faveur de la démocratie», selon le palais.

[Share](#)

Rédaction internationale

Mercredi 2 février 2011

Source : El Watan

<http://www.elwatan.com/...>

6-2 Obama, Mubarak et le Yémen.

Il y a une chose que les dépêches diplomatiques publiées par [WikiLeaks](#) montrait clairement: la valeur de la diplomatie américaine. La qualité des messages et la clairvoyance des analyses étaient les vraies révélations. Elles contrastaient avec les câbles de l’ambassadeur de France en Tunisie dont les analyses étaient affligeantes et qui n’avait jamais pris la peine de rencontrer un représentant de l’opposition.

Les événements en Égypte et au Yémen posent un problème autrement plus compliqué aux Etats-Unis et à [Barack Obama](#). L’Égypte, qui reçoit 1,5 milliards de dollars d’aide des Etats-Unis chaque année, est un élément essentiel du dispositif américain pour contrer l’Iran. Et le Yémen, dirigé depuis plus de 30 ans par [Ali Abdullah Saleh](#), est devenu une des bases arrières d’Al Qaeda, mais en même temps les Etats-Unis ont une liberté presque absolue de mener la guerre aux affiliés d’Al Qaeda dans le pays.

La question à 1 milliard de dollars pour Barack Obama est simple dans sa formulation, mais presque impossible à résoudre: Comment préserver sa sécurité avec ses impératifs moraux, tels qu’ils ont été en particulier définis lors du [discours du Caire du 4 juin 2009](#) ? La politique de [Jimmy Carter](#) qui avait fait des droits de l’Homme la ligne conductrice de sa politique étrangère, s’est révélée être un désastre.

La diplomatie ne peut pas osciller entre ces deux extrêmes du spectre, la politique de la canonnière ou la naïveté de la politique des droits de l'Homme aussi louable soit-elle. Comment contrer l'Iran, contenir AlQaeda et soutenir ceux qui ont le courage de s'opposer aux despotes qui s'accrochent au pouvoir depuis plus de trois décennies ?

L'idéal pour Barack Obama serait une transition "à la [Ferdinand Marcos](#)", lâché par [Ronald Reagan](#) quand les Etats-Unis ont considéré que son maintien au pouvoir après tant d'années, menaçait la stabilité de la région en donnant des armes aux extrémistes. Vendredi, Obama a suggéré que les Etats-Unis pourraient revoir leur aide à l'Egypte si Moubarak continuait à utiliser l'armée contre les jeunes qui manifestent. Les câbles de WikiLeaks ont révélé les efforts de la diplomatie américaine pour convaincre Moubarak de libérer les dissidents et d'entreprendre les réformes nécessaires. En vain. Au lieu de promettre à la 25^è heures de grandes réformes, Moubarak ferait mieux de commencer par mettre fin au coupures des communications Internet et téléphoniques. Ce serait un premier geste. [George W. Bush](#) et ses "[neocons](#)" croyaient dur comme fer que la chute de l'Iraq, le remplacement de [Saddam Hussein](#) par un régime démocratique entraîneraient, dans un vaste jeu de domino, une démocratisation de tout le Moyen Orient. La guerre d'Iraq s'est révélée un désastre total. L'onde de choc est finalement partie, mais de là où on ne l'attendait pas: d'un petit pays paisible. Elle risque d'être ressentie au delà de l'Egypte. Barack Obama doit décider maintenant de la politique qu'il entend mener et faire entendre sa voix clairement. Le monde musulman attend cela de lui.

<http://blog.lefigaro.fr/obamazoom/2011/01/obama-moubarak-et-le-yemen.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19